
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 21/3 (1994)

DOI:

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

pouvoir. Mais en fait chaque développement reprend la trame des événements relativement au thème retenu («Le pouvoir de l'Idée», «Pouvoir et répression», etc.). L'étudiant trouvera sous une forme synthétique une approche claire de la question, le spécialiste pourra apprécier l'utilisation judicieuse de sources de première main. Ainsi les sources judiciaires, la correspondance de Hitler sont utilisées avec à propos. Il ne s'agit donc pas d'un manuel rédigé à partir de la seule littérature secondaire. L'effort de Kershaw pour répondre à la question initiale l'amène à mettre en évidence les fluctuations du discours de Hitler au fil des années. Elles sont le reflet de son opportunisme politique. Mais en même temps la force du «mythe-Hitler», que Kershaw a étudié dans un ouvrage antérieur, convainc ses proches devenus ses féaux entre 1925 et 1928. L'adhésion des masses se fit plus tardivement; l'auteur présente ces masses comme un marché potentiel, déjà tendues dans l'attente d'un chef messianique, Hitler n'aurait eu qu'à se l'approprier. Le rôle des élites reste capital, sans elles, à Munich en 1925, puis à Berlin en 1933, l'accession au pouvoir de Hitler était impossible. Son maintien à la tête du pays reposa sur la terreur, mais supposait aussi une adhésion de la population: «Zwang und Zustimmung waren zwei Seiten derselben Medaille» (p. 90). La répression ne fut pas continue et ne toucha pas toutes les couches sociales. La Gestapo tint son efficacité moins de ses effectifs que de la délation. Le pouvoir nazi avait aussi besoin d'une légitimation plébiscitaire. Il favorisa le développement d'un consensus minimum autour de l'idéal d'une Allemagne forte, débarrassée de ses ennemis, unie autour du Führer. Le pouvoir de Hitler ne devint absolu qu'en 1938, et la distance que Hitler avait maintenue jusque là entre lui et la gestion des affaires quotidiennes, devint une source de faiblesse dans la conduite de la guerre. En même temps la coupure entre le Führer et la société, entre le pouvoir et le monde réel révèle l'importance de l'irrationnel. Le pouvoir nazi n'a pas de projet pour durer. Il est de manière profonde destructeur et autodestructeur (p. 246). Aussi Kershaw conclut en affinant le modèle élaboré par Max Weber. Hitler fut un chef charismatique doté d'un caractère héroïque, instable. Son attractivité était quasi messianique, elle put s'exercer dans un pays où la culture nationale, la première guerre, les faiblesses de la démocratie avaient valorisé la figure d'un chef à la fois guerrier, grand-prêtre et chef d'Etat (pp. 27-28). Kershaw s'émancipe des débats passionnels et partisans pour se soucier de longue durée et rendre compte du phénomène hitlérien dans toute sa complexité.

Alexandre PAJON, Paris

Günter NELIBA, Wilhelm Frick. Der Legalist des Unrechtstaates. Eine politische Biographie, Paderborn (Ferdinand Schöningh) 1992, 418 p. (Sammlung Schöningh zur Geschichte und Gegenwart).

Avec cette thèse d'histoire soutenue en 1990 à l'Université de Francfort/Main, Neliba se propose de combler une lacune de l'historiographie du III^e Reich. Curieusement, en effet, Wilhelm Frick, député nazi dès 1924 puis chef du groupe parlementaire de la NSDAP, ministre de l'Intérieur et de la Culture de Thuringe en 1930/32, promu ministre de l'Intérieur en 1933, fonction qu'il exercera jusqu'à sa nomination-disgrâce comme Protecteur de Bohême-Moravie en août 1943, n'avait, contrairement aux principaux dirigeants nazis, connu d'autre biographe que son collaborateur Hans Fabricius. Biographie qui relève davantage de l'hagiographie puisque publiée en 1938.

En qualifiant dès le titre W. Frick de légaliste d'un Etat d'arbitraire (Unrechtstaat) l'auteur met en lumière le rôle des fonctionnaires juristes, qui n'est pas sans rappeler celui du ministre de la Justice Franz Gürtner. Encore que Frick se soit engagé plus tôt que ses collègues nationalistes dans le parti nazi dont il défend les thèses antiparlementaires, racistes et viscéralement antisémites dès les années vingt.

Relatés dans une première partie relativement courte (48 p.) ces débuts auraient mérité une

analyse plus approfondie du milieu et du rôle de Frick durant la «période de combat» (Kampfzeit). Les chapitres II et III accordent, par contre, une large place aux mesures législatives du ministre de l'Intérieur du Reich. Aussi bien dans la «mise au pas» administrative, dans le sens d'une concentration du pouvoir étatique et d'un dualisme équilibré entre Etat et Parti, que dans la politique eugénique et raciale, avec l'éviction des Juifs de la fonction publique et des médias, les lois sur la stérilisation et l'avortement eugénique, la réorganisation, dans le cadre de son ministère, des Services de santé soumis aux critères de l'hygiène raciale. S'il perd, entre 1933 et 1935, les prérogatives de la Propagande au profit de Goebbels, celles de la Science et de l'Éducation confiées au ministre Rust et des Affaires ecclésiastiques auxquelles Hitler nomme Hanns Kerrl, Frick ajoute à ses fonctions à la tête du ministère de l'Intérieur du Reich, celles de la Prusse et ne signera, durant cette seule période, pas moins de 100 lois et ordonnances relatives à la «question juive». Les documents et témoignages mentionnés par l'auteur prouvant que le rôle de Frick était plus important qu'on le pensait jusqu'alors dans l'élaboration de la législation antijuive de Nuremberg (1935) emportent la conviction. On peut douter, par contre, de son influence pour les mesures d'éviction économique qu'il aurait suggérées en 1938, à la veille du pogrom de la «Nuit de Cristal». Mesures préparées, comme l'a montré notamment l'historien israélien Abraham Barkai, par les experts nazis depuis 1936. Ce qui paraît cependant vraisemblable, compte tenu de ses discours et de sa pratique antérieure, c'est qu'il aurait participé à l'élaboration des mesures «d'euthanasie» des malades jugés incurables.

En fait, même si Frick contribue encore à la restructuration territoriale et à celle de la fonction publique (chap. V) sa perte d'influence, comme le montre Neliba, est manifeste dès le tournant de l'année 1940/41. Elle s'esquisse même déjà lorsqu'il accepte de cosigner l'ordonnance d'Hitler du 17 juin 1936 nommant Himmler à la tête de la Police du Reich, certes théoriquement sous l'autorité du ministre de l'Intérieur qui doit, en pratique, se contenter d'être informé des mesures arbitraires d'Himmler en matière de détention et de gestion des camps de concentration.

Frick fut-il, comme le suggérait en 1936 Magda Goebbels, un «révolutionnaire en pantoufles»? Ce que confirme déjà son attitude à la fois prudente et complice lors du putsch de 1923, voire de la «Nuit des longs couteaux» en 1934. Ou était-il, selon le jugement d'Hitler en mars 1942, incapable de s'adapter à l'évolution du régime? Ce qui n'empêcha pas le chancelier d'offrir à son fidèle paladin une importante dotation en argent pour son 65^e anniversaire – reconnaissance des services rendus avant de l'expédier à Prague comme Protecteur de Bohême-Moravie. En dépit de cette disgrâce finale, Frick reste jusque dans ses ambiguïtés et son refus de témoigner devant le Tribunal de Nuremberg qui le condamna à mort, un personnage représentatif de cette caste de hauts fonctionnaires déjà en poste sous Weimar sans l'aide desquels les nazis n'auraient pas pu édifier et consolider leur régime.

Si cette «biographie politique», d'une lecture parfois un peu aride, n'élucide pas entièrement la personnalité de Frick, elle a néanmoins le mérite de révéler l'importance souvent négligée de l'administration étatique de l'Allemagne weimarienne puis hitlerienne dans l'instauration et la légitimation d'un régime criminel.

Rita R. THALMANN, Paris

Ralf-Georg REUTH (Hg.), Joseph Goebbels, Tagebücher in fünf Bänden, Bd. 1: 1924–1929, Bd. 2: 1930–1934, Bd. 3: 1935–1939, Bd. 4: 1940–1942, Bd. 5: 1943–1945, München (Piper) 1992, 2304 p.

Les amateurs de romans policiers se jeteront sur l'introduction de l'éditeur qui raconte l'histoire des exemplaires de ce journal, copiés, recopiés, dispersés, enterrés, retrouvés... Une histoire longue d'un demi-siècle où interviennent des archivistes de l'Ouest et de l'Est, un